

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 6 AVRIL 2020 - 50^e ANNÉE - N° 1187 - 3,50 €

Solidarité ?

Ministre de l'action et des comptes publics, Gérard Darmanin a lancé, le 30 mars, un « *grand appel à la solidarité nationale* » et annoncé le lancement d'une « *plateforme de dons* » pour aider les entreprises en difficulté.

Le ministre confond la solidarité nationale, qu'il revient à l'État d'organiser, selon le principe de justice, et l'entraide caritative par laquelle l'État se défait de ses tâches éminentes pour s'en remettre à la bienveillance supposée de patrons placés dans un système ultra-concurrentiel.

Il y a un moyen beaucoup plus sûr de faire prévaloir la solidarité économique : c'est le soutien des entreprises et des secteurs en difficultés par les fonds publics. Qu'on ne dise pas que les « caisses sont vides » et « qu'il n'y a pas d'argent magique » : la fiscalité est faite pour financer ce qui doit l'être.

Ainsi, deux avocats suggèrent d'invoquer le principe des circonstances exceptionnelles qui permet de réquisitionner tout actif indispensable à l'effort de guerre. Comme Emmanuel Macron a déclaré que nous étions en guerre, le gouvernement pourrait déposer un projet de loi interdisant le versement des dividendes et créant une contribution exceptionnelle de solidarité à hauteur de 75% des dividendes. Soit 38 milliards destinés à un fonds de solidarité pour les PME, l'hôpital public et le financement d'un plan de relance écologique.

Nous n'en doutons pas : Gérard Darmanin fait déjà étudier cette proposition par ses services... ■



Énergie : des choix politiques

La diversification de nos sources d'énergie, la sécurité de nos approvisionnements sont des questions économiques et écologiques vitales. Elles appellent une approche réaliste et la définition de vraies priorités.

L'arrêt de la centrale de Fessenheim nous pousse à rouvrir le dossier de la transition énergétique et à nous poser plusieurs questions : qu'en est-il du nucléaire ? Faut-il poursuivre cette filière ou, comme en Allemagne, l'aban-

donner ? Où en sont les énergies renouvelables ? Sont-elles aussi écologiques qu'on le dit ? Sont-elles en mesure de remplacer les sources polluantes ? Que représentent les énergies fossiles dans le « mix énergétique » de notre pays ?

Voici quelques réponses, qui permettent d'éclairer ce que devraient être les priorités énergétiques de la France et vérifier si nous respectons les engagements pris lors des Accords de Paris. Pages 2 et 3.

Religiosités du XIX^e siècle

Avec sa tonalité anticléricale, la fin du XIX^e siècle nous fait oublier le fort courant de religiosité dans lequel baignèrent la Révolution et l'Empire.

Après nous avoir expliqué « *comment notre monde a cessé d'être chrétien* », Guillaume Cuchet restitue dans un nouvel ouvrage l'esprit d'un temps où les forces de l'Esprit régnaient dans le peuple comme dans les plus hautes consciences. Mais le sentiment religieux ne se résume plus à un catholicisme rescapé de

la tourmente révolutionnaire. Les révolutionnaires de 1848 sont des hommes de foi, le comte de Saint-Simon invente une nouvelle religion accordée à l'ère industrielle et le spiritisme est à la mode : comme tout le monde, Victor Hugo et Napoléon III font tourner les tables... La chronique de Gérard Leclerc en page 11.

Dans ce numéro :

Page 4 : Agriculture : le nerf de la guerre.

Page 7 : Crise sanitaire mondiale : diplomatie corona.

Page 10 : Dany-Robert Dufour et « l'économie du diable ».

Page 14 : Philippe VII le prince méconnu.

Page 16 : Éditorial La souveraineté, vraiment ?



Une centrale biomasse. La production d'énergie à partir du bois est une filière insuffisamment valorisée en France.

Énergie : fausses pistes, vraies priorités

Pour planifier sérieusement la politique de l'énergie, il faut s'abstraire des effets de mode ou des choix idéologiques et s'appuyer sur les vraies ressources dont dispose le pays. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui en France.

Commençons par un petit test ! Question : l'énergie en France est-elle à 70 % d'origine nucléaire ? Faux, le nucléaire représente moins de 20 % : c'est l'électricité, qui est à 70 % d'origine nucléaire. Question de rattrapage : l'essentiel de la production par énergie renouvelable (EnR) provient-il des éoliennes, des barrages et du photovoltaïque ? Encore faux, elle provient des EnR thermiques (biomasse et chaleur) et, pour le plus gros, de l'incinération de nos déchets.

Pourquoi ces questions ? Pour montrer que le dossier de l'énergie est un dossier idéologique. Telle est la conclusion de la Cour des Comptes, qui note la disparité entre l'importance réelle de la biomasse dans le « mix énergétique » et la publicité donnée aux EnR électriques et conclut : « *Compte tenu de son profil énergétique, si la France avait voulu faire de sa politique en faveur des EnR un levier de lutte contre le réchauffement climatique, elle aurait dû donner la priorité aux EnR thermiques. Or la place consacrée aux EnR électriques dans la stratégie française répond à un autre objectif de la politique énergétique consistant à substituer les EnR à l'énergie de*

source nucléaire. »⁽¹⁾. Idéologie donc, qui aboutit malheureusement à brouiller l'information.

Alors il faut reprendre le dossier à partir des objectifs réels. Le Grenelle de l'Environnement a dégagé quatre priorités : 1/ réduire les émissions de gaz à effet de serre ; 2/ passer à un système énergétique plus sûr en termes géostratégique et de risque industriel et nucléaire ; 3/ évoluer vers un système énergétique moins centralisé (abandon progressif de l'énergie nucléaire) ; 4/ évoluer vers une moindre consommation d'énergie.

Deux voies s'offrent pour atteindre ces objectifs : réduire la place des énergies carbonées

(polluantes) ou dangereuses (nucléaire), et les remplacer par des sources jugées moins polluantes (solaire, éolienne, hydraulique, biomasse, etc.). C'est d'ailleurs l'évolution que l'on constate : si les énergies fossiles représentent encore 69 % du mix énergétique et le nucléaire 17 %, les EnR sont passées, depuis 1990, de presque rien à 14 %. Soit une baisse de 11 % des énergies carbonées, de 1 % du nucléaire, et une hausse de 73 % des EnR. Nous allons sur la bonne voie, bien que trop lentement, pour remplir les exigences posées par les accords de Paris.

Mais cela ne répond pas à la question qui domine ce dossier :

« *Faut-il réellement se débarrasser du nucléaire, et comment le remplacer ?* ». Question surprenante d'ailleurs, qui illustre bien la contradiction entre les deux objectifs, mise en évidence par la Cour des Comptes, pour qui le nucléaire reste objectivement la meilleure option contre les GES. S'en défaire est bien un choix idéologique, particulièrement malheureux, et qu'il faudra reconsidérer.

Rappelons également que la principale pollution par les GES provient des transports (70 % de la consommation de pétrole). En pariant sur la voiture électrique, dont le développement n'est pourtant pas sans risque⁽²⁾, les

Transition énergétique : affichages et réalités

Bien que l'Europe se soit construite autour des questions d'énergie (Ceca), il n'y a pas vraiment de stratégie européenne de l'énergie. La consommation européenne provient pour 70 % des énergies fossiles, 12 % du nucléaire, 18 % des EnR (dont EnR électriques 20 %, biomasse et chaleur 50 %, biocarburants et biogaz 30 %). L'évolution vers les EnR est rapide et l'objectif de 20 % prévu pour 2020 sera atteint, mais avec de fortes disparités selon les pays, entre ceux qui produisent moins de

10 % de renouvelable (Luxembourg, Pays-Bas, Belgique, Malte) et ceux qui en produisent plus de 30 % (Suède, Finlande, Danemark, Autriche). Mais ces chiffres sont gros d'hypocrisie. L'Allemagne, par exemple, ne produit plus d'énergie nucléaire, mais en importe pour 15 à 20 % de sa consommation électrique ; c'est le premier pays fabricant d'éoliennes, mais la pollution qu'implique leur fabrication est délocalisée en Chine. La biomasse et la chaleur représentent la moitié des EnR produites en

Europe, et l'on n'en parle pas. Par ailleurs, les biocarburants ne devraient pas être considérés comme une énergie non polluante. Le nucléaire reste incontournable dans le monde, avec 10 % de l'électricité produite par 450 réacteurs nucléaires. Enfin, dans les pays développés, le secteur le plus polluant reste celui des transports, et aucune politique sérieuse n'est envisagée pour s'attaquer à ce problème crucial, si ce n'est le développement de la voiture électrique, autre hypocrisie. ■

pouvoirs publics jouent la carte de la facilité, alors que seule la réduction du transport individuel pourra améliorer durablement notre bilan carbone. La France, troisième forêt d'Europe, devrait donc mettre l'accent sur cette part essentielle des EnR que sont la biomasse et la chaleur, et non sur les EnR électriques, dont le bilan carbone est à peu près aussi mauvais que celui des énergies fossiles.

La transition énergétique a ceci de bon qu'elle nous incite à utiliser toutes les « micro-sources » d'EnR, qui sont nombreuses dans notre pays⁽³⁾. C'est probablement une des principales voies d'avenir, dont le grand avantage est de décentraliser la production et d'éviter les risques que posent les méga-centrales, quelles que soient leurs sources d'énergie.

De plus, en s'appuyant sur le recyclage et l'utilisation de la biomasse, elle s'accorde bien avec la vision d'une économie circulaire. Il faut donc continuer dans cette voie, qui offre les meilleures garanties et présente des possibilités de croissance importantes. Nous n'arriverons probablement pas à remplir nos engagements pris lors des accords de Paris, mais il faut s'y tenir en faisant les bons choix. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). « Le soutien aux énergies renouvelables », Rapport de la Cour des Comptes, mars 2018.

(2). Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares, Les liens qui libèrent*, 2019.

(3). *Royaliste* n° 999, du 31 octobre 2011.

Les indispensables

La crise sanitaire et le confinement rendent visibles les personnes et les groupes qui sont indispensables à la vie sociale et qui devraient être estimés en conséquence. L'oligarchie n'a pas pris conscience du bouleversement.

Il y a quelques mois, Emmanuel Macron tentait d'imposer sa conception de l'affrontement politique, bâtie sur l'opposition entre les « progressistes » et les « nationalistes ». Il s'agissait bien entendu d'en découdre avec le Rassemblement national, mais sous le clivage politique on percevait des représentations communes aux classes dirigeantes occidentales. D'un côté la bourgeoisie urbaine branchée sur la mondialisation, la *start up nation* moderne, éclairée, dynamique, accumulant du capital matériel et culturel. De l'autre, la France « moisie », les « beaufs », « le panier des déplorables » fustigés par Hillary Clinton, décrits comme « ceux qui ne sont rien » par Emmanuel Macron, apologiste notoire des « premiers de cordée ».

Or, la pandémie rend soudain visible la part occultée de la réalité sociale : la foule anonyme des méprisés est en fait formée de groupes de citoyens indispensables. Pas de système de soin sans infirmiers, infirmières et aides-soignants. Pas



Ambulanciers et pompiers sont sur tous les fronts, souvent sans masques.

de nourriture dans nos assiettes sans les paysans, les routiers, les livreurs, les employés des magasins. Telle est la première évidence. La seconde tient à l'existence de services publics qui permettent d'affronter la crise sanitaire. Ces services publics ont été dégradés et réduits par la droite et la gauche oligarchiques avec les encouragements de l'Union européenne, mais ils forment, avec l'ensemble de la fonction publique, une protection encore solide que renforce la somme immense des dévouements individuels.

Sous réserve de réflexions ultérieures, deux conclusions peuvent être tirées. Il faut cesser d'opposer sommairement le « public » et le « privé » dans l'économie des besoins vitaux

— se nourrir, se soigner — ils sont en symbiose. Il faut que l'estime publique dont les groupes indispensables sont aujourd'hui entourés ne se réduise pas à des discours sur l'héroïsme et à des distributions de primes. C'est le salaire qui doit permettre à chacun de mesurer l'estime que la société lui porte, en raison des services qu'il rend. De fortes primes seront à verser à tous ceux qui, dans leur travail, ont été laissés sans défense contre le virus mais il faudra surtout accorder de substantielles augmentations de salaires dans la fonction publique et dans la partie vitale du secteur privé.

Le patronat n'acceptera pas de se plier à cette nécessité. Après la distribution de pourboires au petit personnel méritant, il invoquera la dureté de la crise économique et les exigences de la « compétitivité » pour brider les salaires. Et la « gouvernance », de son côté, invoquera le poids de la dette publique pour ne rien consentir aux fonctionnaires.

Somme toute, on demandera aux citoyens indispensables d'être réalistes et raisonnables, autrement dit de rentrer dans leur trou en laissant faire les responsables de la catastrophe que nous sommes en train de vivre. Mais qui acceptera de laisser faire la caste des profiteurs, des menteurs et des incapables ? ■

SYLVIE FERNOY.

L'Écho du net

■ **Coronavirus et confinement.** - Jesuite, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), professeur à l'École nationale des ponts Paris Tech', Gaël Giraud, dans une tribune sur le site *Reporterre*⁽¹⁾ nous rappelle quelle doit être la priorité dans un contexte d'hôpital public martyrisé par des décennies de politiques néolibérales : « Il faut commencer par le redire, au risque de choquer aujourd'hui, la pandémie du Covid-19 aurait dû rester ce qu'elle est : une pandémie un peu plus virale et létale que la grippe saisonnière, dont les effets sont bénins sur une vaste majorité de la population mais très graves sur une petite fraction. Au lieu de cela, le démantèlement du système de santé européen et nord-américain commencé depuis plus de dix

ans a transformé ce virus en catastrophe inédite de l'histoire de l'humanité qui menace l'entière de nos systèmes économiques. Je ne suis pas épidémiologiste mais les communications des spécialistes du domaine sont concordantes : il aurait été relativement facile de juguler la pandémie en pratiquant un dépistage systématique des personnes infectées dès l'apparition des premiers cas, en traçant leurs déplacements et en plaçant en quarantaine ciblée le (tout petit) nombre de personnes concernées. Tout en distribuant massivement des masques à toute la population susceptible d'être contaminée afin de ralentir encore davantage les risques de dissémination. C'est ce qu'ont fait notamment la Corée du Sud et Taïwan avec succès, puisqu'elles ont enrayer le mal sans aucun confinement collectif. »

Malheureusement, « nous ne nous sommes prémunis ni en

masques ni en capacité de procéder à des tests massifs. Et nous avons réduit à l'étiage nos capacités hospitalières au nom d'une idéologie de destruction du service public qui montre, à présent, ce qu'elle est : une idéologie qui tue. Parce qu'ils n'ont jamais adhéré à cette idéologie, la Corée du Sud et Taïwan disposaient d'un système de prévention extrêmement efficace : dépistage systématique, traçage, mise en quarantaine ciblée et population éduquée au port du masque. Aucun confinement. Les dommages sur leurs économies sont négligeables ».

S'inspirant de cette stratégie et afin que ce confinement ne s'avère pas inutile et catastrophique économiquement, Giraud considère qu'il est impératif et prioritaire de « se doter des moyens de diminuer le nombre de morts dans nos services d'urgence et, pour cela, reconvertir immédiatement une par-

tie de notre industrie, exactement comme l'industrie nord-américaine fut reconvertie par Franklin Delano Roosevelt aux États-Unis en industrie de guerre en quelques jours et également se doter des moyens de dépistage et des masques pour la sortie ordonnée du confinement le plus rapidement possible. Le confinement ne nous permet que d'acheter du temps au prix d'une casse humaine, sociale, économique et financière phénoménale, mais si ce temps n'est pas utilisé pour les deux priorités susdites, il est juste perdu et le pire nous attendra au bout du tunnel ». Emmanuel Macron devrait écouter ces pertinentes recommandations plutôt que d'invoquer une oxymorique « souveraineté nationale et européenne ».

LOÏC DE BENTZMANN.

(1). <https://reporterre.net/Depister-et-fabriquer-des-masques-sinon-le-confinement-n-aura-servi-a-rien>

La crise de l'université

L'université est en crise, moins voyante que celle de l'hôpital mais plus insidieuse, et dont 1968 fut le premier symptôme visible. Cette crise trouve sa source dans les injonctions paradoxales des gouvernements successifs.

L'école, l'université ne sont plus dans notre pays des services publics mais le terrain d'application d'idées héritées des années 1960. Nous ne pouvons présenter ici un diagnostic achevé de la maladie de notre enseignement supérieur, mais pointer quelques-unes des impasses et contradictions qui la rendent incurable, en nous concentrant sur les filières universitaires.

Le nombre plutôt que la qualité des formations. La première contradiction réside dans l'obligation d'accueillir tous les bacheliers et celle de les faire réussir. Et ce d'autant qu'en France, ce sont les filières professionnalisées qui sont sélectives, alors que les filières générales, théoriquement plus exigeantes, sont ouvertes à tous. Ainsi, 77% des inscrits en DUT obtiennent leur diplôme en deux ou trois ans, contre 40% des inscrits en licence qui l'obtiennent en trois ou quatre ans. L'acharnement des politiques à améliorer ce score se traduit pour les enseignants-chercheurs par un alourdissement considérable des examens et des tâches administrativo-pé-



dagogiques, sans amélioration notable des résultats, et ce malgré un abaissement généralisé des exigences. Alors que le problème réside largement dans la faible niveau des bacheliers.

Les règles limitant le nombre de redoublements en licence sont peu appliquées, alors qu'une licence passée en plus de quatre ans n'a pas de valeur sur le marché du travail. D'où embouteillage, amphes bondés, travail écrasant et inutile pour les universitaires.

Faire bonne chère avec peu d'argent. Cette université surencombrée est aussi sous-dotée. Le coût d'un étudiant est de 10300 € en 2017 dans les filières universitaires, contre plus de 11 000 en lycée général et technologique, alors qu'en Europe le coût d'un étudiant est généralement le double de celui d'un élève. Cette sous-dotation est aggravée par la masse d'étudiants redoublants. Les salaires

des universitaires sont catastrophiques : 2 000 € mensuels pour un jeune maître de conférences recruté à l'issue d'une sélection sévère après un doctorat. Les traitements américains sont environ deux fois supérieurs.

Le système LMD⁽¹⁾ normalise les cursus au niveau européen avec trois niveaux, bac+3, bac+5 et bac +8. Cette unification aboutit, au nom de la mobilité des étudiants et de la comparabilité des diplômes, à gommer la spécificité du modèle français, et notamment des grandes écoles. Mettre en concurrence les systèmes éducatifs plutôt que les entreprises était-il le meilleur choix ? On en voit la parfaite illustration dans le fameux « classement de Shangai » où le système universitaire français est systématiquement mal noté.

Autre boulet, la « gouvernance ». Au nom de principes faussement démocratiques, syndicats étudiants et person-

nel administratif et technique détiennent une minorité de blocage au sein des conseils d'administration, au détriment de l'encadrement académique, ce qui permet toutes les dérives. Ainsi, au nom d'une tolérance mal fondée, des syndicats comme Sud ou des groupuscules délirants bénéficient d'une impunité à peu près totale et peuvent bannir qui leur déplaît. Côté administratif, trop d'agents sont peu qualifiés et l'autorité trop souvent absente. Tous les étudiants qui ont fait la queue à un guichet administratif savent à quoi s'en tenir !

Un modèle rigide d'organisation, des normes imposées d'en haut, on est loin de la liberté académique qui seul permet la qualité de l'enseignement. Depuis la loi LRU⁽²⁾, les universités ne sont plus que des opérateurs sur un marché public, au sein duquel l'État dispense des moyens en fonctions des « performances » selon des critères largement occultes.

Et pourtant, nos universitaires restent d'une grande qualité, malgré les contraintes absurdes et les salaires de misère. Refaire l'université est une tâche nécessaire et urgente. ■

ÉRIC CEZEMBRE.

(1). LMD : Licence-master-doctorat, normalisation des cursus européens voulue par Claude Allègre.

(2). LRU : Loi Liberté et responsabilité des universités votées en 2007, qui laisse aux universités une liberté accrue pour gérer la pénurie

La quinzaine sociale

■ **Conditions de travail** - La CFDT, FO et la CFTC du transport routier ont appelé les chauffeurs à exercer individuellement leur droit de retrait à partir du 30 mars en cas de « manquements » aux mesures de protection sanitaire contre l'épidémie de Covid19. Les trois syndicats réclament l'arrêt des transports non essentiels, l'arrêt aux frontières des transports internationaux, la réquisition des aires de repos, stations-service, restaurants... et la même protection que les urgents ou les ambulanciers. Ils dénoncent également la pénurie de masques, de gants et de gel hydro-alcoolique, un manque de sanitaires et de douches accessibles, leur défaut d'entretien quand ils sont ouverts,

des services de restauration insuffisants.

■ **Absentéisme** - L'absentéisme des salariés de l'agroalimentaire, l'un des rares secteurs d'activité qui continue de tourner à plein régime malgré l'épidémie de Covid-19, progresse au fur et à mesure de l'avancée du virus et pourrait mettre à mal ce que le secteur considère être sa mission première : « nourrir les Français » confinés. C'est ce qu'il ressort d'une enquête réalisée par l'Association nationale des industries agroalimentaires. Celle-ci révèle que le taux d'absentéisme moyen, dans les 18 000 entreprises du secteur qui emploie 430 000 salariés, s'élève à 10 %. Parmi les raisons le plus souvent invoquées figurent la peur de venir travailler, des soucis de transports en com-

mun et de garde d'enfants.

■ **Concurrence déloyale.** - Alors que les syndicats d'Amazon ne cessent d'alerter les pouvoirs publics sur les risques de propagation du coronavirus dans les entrepôts de l'entreprise, les mesures de protection des salariés y sont toujours insuffisantes. Bien que le ministère du Travail le reconnaisse, il ne juge pas opportun d'imposer l'arrêt de l'activité, alors que plus de 90 % des produits livrés ne sont ni alimentaires ni sanitaires. Jeux vidéo, consoles, écouteurs sans fils, gadgets... on peut tout commander. Dans le même temps, de nombreux commerces de proximité sont contraints à la fermeture et pourraient avoir beaucoup de mal à se relever de cette concurrence déloyale.

■ **Activité partielle.** - Au 1^{er} avril, 337 000 entreprises, représentant 3,6 millions de salariés, avaient eu recours au chômage partiel. Ce dispositif a pour objectif de préserver les emplois et les compétences, afin de repartir le plus vite possible après l'épidémie. Il est financé par l'État jusqu'à 4,5 Smic brut et permet d'indemniser les salariés concernés à hauteur de 84 % du salaire net ; au-delà, le différentiel est à la charge de l'employeur. Pour trois mois, la dépense s'élèverait à onze milliards d'euros... très au-delà des 8,5 milliards prévus par le projet de loi de finances rectificative. Certains syndicats, comme la CGT des magasins du Printemps, dénoncent les effets d'aubaine de la part de groupes qui auraient les moyens de payer les salaires sans aide de l'État.

Agriculture : le nerf de la guerre

« Nous ne manquerons de rien », répétait le gouvernement au début du confinement pour exhorter les Français à ne pas faire de stock de nourriture. À ce jour, les rayons alimentaires restent bien garnis. Mais le directeur d'une grande enseigne commerciale déclarait à la radio le 23 mars : « Nous avons trente jours de stock. » Il est donc permis de s'interroger sur l'évolution possible de la situation et ses conséquences sur les activités agricoles.

Les activités agricoles sont exclues des mesures de restriction imposées par le gouvernement dans le cadre de la limitation de la propagation du Covid 19. Cette exclusion concerne les commerces pour l'entretien et la réparation des engins et matériels agricoles, les fournisseurs des exploitations agricoles, la location de machines et équipements agricoles, les commerces de détail alimentaire. Le gouvernement a donc pris en compte le fait que l'agriculture est une filière avec des producteurs en amont, mais aussi avec des distributeurs en aval et de multiples intervenants. C'est la résistance des maillons de cette chaîne qui inquiète le monde agricole.

Des chauffeurs en colère. À tous les niveaux, la logistique est déterminante. « Si le transport tombe, tout tombe », explique un responsable de coopérative. Le maintien du principe de libre circulation des marchandises a été réaffirmé, à l'échelon national comme au niveau européen. Mais les représentants des transports routiers ont menacé d'exercer leur droit de retrait, s'estimant « traités comme des pestiférés ». La colère des chauffeurs s'expliquait notamment par les contrôles policiers et la fermeture des relais routiers (mesure depuis rapportée par le gouvernement). Le transport routier des produits agricoles n'en reste pas moins fortement perturbé. Les entreprises de transport doivent en effet faire face au manque de camions et au fait qu'ils ne trouvent plus de marchandises pour le trajet retour. L'approvisionnement des dépôts depuis les sites de production et l'acheminement des céréales vers les usines d'aliments du bétail et les terminaux portuaires s'en trouve menacé. Le transport des grains est déjà perturbé.

L'accès aux ateliers et pièces détachées est pour l'instant assuré. Mais les fermetures d'usine d'agroéquipements se sont multipliées et les distributeurs de pièces détachées s'inquiètent de l'état des stocks. L'accès aux ateliers de réparations et les interventions à la ferme sont compliqués par les mesures à prendre pour assurer la sécurité des col-laborateurs.

Quid des saisonniers ? Par ailleurs, l'agriculture reste une activité dépendante de la main d'œuvre. Celle-ci pourrait manquer dans les usines. Elle risque sur-



tout de faire défaut pour les récoltes qui s'annoncent. Car le secteur maraîcher a besoin d'environ 200 000 saisonniers. Or, ces derniers sont pour la plupart des Polonais, Roumains, Espagnols ou Marocains, confrontés à la fermeture des frontières. Près de 150 000 volontaires se sont déclarés pour les remplacer, mais ils n'auront pas toujours la compétence nécessaire et leur disponibilité réelle pose question.

Les difficultés des primeurs. Le secteur des primeurs est d'autant plus menacé qu'il est confronté à un changement brusque des habitudes des consommateurs qui privilégient les produits secs et durables aux denrées périssables. Des filières comme les fraises ou les asperges sont déjà en difficulté. Les producteurs de lait ont perdu la clientèle des fabricants de fromage. Les producteurs d'ovins ne bénéficieront pas du temps fort des fêtes religieuses. Toute la production agricole est confrontée à la perte de débouchés avec la fermeture des restaurants et établissements de restauration collective, ainsi que celle des marchés.

Si les mêmes difficultés et les mêmes tendances sont observées dans les pays européens, la grande distribution, pour sa part, semble jouer le jeu des agriculteurs français. Elle incite à consommer des produits frais et de saison et a cessé

de proposer des produits frais d'importation. La vente directe par les producteurs semble également tirer son épingle du jeu. Elle se réorganise pour servir une demande en hausse constante, en s'adaptant aux contraintes.

Le président de la République a déclaré le 12 mars que « déléguer notre alimentation était une folie ». Un récent colloque tenu à l'Université de Poitiers mettait en lumière les obstacles juridiques qui existent pour permettre l'émergence de projets d'ampleur de relocalisation des systèmes alimentaires. Il faudra veiller à ce que les bonnes paroles ne restent pas de circonstance mais se transforment en actes. ■

LAURENT LAGADEC.

Nourritures spirituelles

Le livre est-il un produit de « première nécessité » ? Le ministre Bruno Le Maire semblait le penser lorsqu'il déclarait le 15 mars engager une réflexion sur le sujet avec le ministère de la Culture. Mais les librairies ne sont toujours pas autorisées à ouvrir. Bonne aubaine pour les grandes surfaces et pour les sites de vente sur internet qui vendent « à tour de bras ». Amazon, qui détruit le commerce de proximité et les emplois, sans considération pour ses salariés, bénéficie de son réseau de distribution et de la mansuétude du gouvernement. La vente en ligne des librairies indépendantes est contrariée par la fermeture des « points-relais », par celle de nombreux bureaux de poste et par la distribution restreinte du courrier. La plupart d'entre elles, y compris une enseigne comme Gibert, ont suspendu leurs ventes par correspondance pour privilégier la protection de leurs salariés. De rares librairies effectuent des livraisons dans un périmètre proche. L'association Paris libraires (www.parislibrairies.fr) a développé son offre numérique et propose même des textes inédits en téléchargement gratuit.

Les dégâts seront considérables pour un secteur d'activité qui connaît déjà de grandes difficultés.

Les habitudes prises, ou renforcées, de commander sur Amazon risquent de perdurer après la réouverture des librairies. La crise sanitaire, écrit l'économiste Daniel Cohen dans *Le Monde* du 3 avril, « signale l'accélération du capitalisme numérique ». N'en soyons pas complices !

Espagne : Philippe VI, le roi courage

C'est au pire moment et de la pire des manières que le roi émérite est contraint de quitter la scène politique. Comme lui naguère, son fils n'a d'autre choix que de tuer le père symboliquement pour préserver la Couronne.

Dès que le confinement des Espagnols aura été levé, le roi émérite Juan Carlos sera sommé de quitter les résidences gérées par le *Patrimonio nacional*, et il perdra son traitement jusqu'alors prélevé sur la liste civile attribuée chaque année par le Parlement à la Maison du roi. Le communiqué du roi Philippe VI est tombé comme un couperet, le soir du dimanche 15 mars. Le matin, une bombe avait été lancée dans les colonnes du *Telegraph*. Depuis un mois, le journal britannique distille des révélations sur les origines opaques de la fortune personnelle du roi émérite. Il avait déjà avancé qu'Alvaro d'Orléans, le cousin éloigné de Juan Carlos, avait empoché 50 millions de francs suisses de commission pour la vente d'une banque espagnole à Barclays en 2003. La somme aurait été déposée sur le compte de la Fondation Zagatka, gérée par Alvaro d'Orléans et qui a son siège au Liechtenstein. L'argent aurait permis, depuis, à Juan Carlos de payer ses voyages en jets privés.

Voix étrangères

■ **La faute à qui ?** Les deux principaux dirigeants de la planète sont engagés dans une sorte de poker menteur pour se dédouaner. La faute à l'autre. Qui a commencé ? Le *South China Morning Post* du 25 mars dresse une chronologie heure par heure des échanges sino-américains depuis le 3 janvier, d'où il ressort que les autorités médicales chinoises ont tenu au courant leurs homologues américains depuis le début, contre Trump qui, après avoir initialement rendu hommage aux efforts de Pékin, a soudainement accusé la Chine, à partir du 17 mars, d'avoir délibérément dissimulé l'étendue de l'épidémie. Il s'est alors répandu sur les réseaux sociaux en qualifiant le virus de « virus de Wuhan » ou de « virus chinois ». Les ministres des Affaires étrangères du G 7 réunis par vidéoconférence le 25 mars



Le roi Philippe VI d'Espagne.

Mais, cette fois-ci, c'est le nom même du roi Philippe VI qui est mêlé à une autre ténébreuse fondation, basée au Panama. Philippe VI est désigné comme bénéficiaire, en cas de décès de son père, des fonds de la fondation Lucum, créée en 2008, au lendemain d'une tournée de Juan Carlos dans la péninsule arabique avec son « amie intime » Corinna zu Sayn-Wittgenstein. C'est cette même fondation Lucum qui est, depuis l'été dernier, dans le colimateur de la justice suisse. Y auraient transité cent millions de dollars, directement sortis des caisses du ministère des finances saoudien pour le roi régnant alors en Espagne, en échange d'une ristourne d'en-

treprises espagnoles désignées pour la construction d'un TGV entre Médine et la Mecque. Le scandale judiciaire menace, qui éclabousse déjà le roi émérite et l'ex-aristocrate allemande.

La Maison du roi n'a eu que quelques heures pour réagir. Et l'incroyable communiqué est tombé ! Car voilà Philippe VI dans l'obligation de couper les ponts avec son père... comme Juan Carlos avant lui ! Sauf que les circonstances sont bien différentes. Naguère, il s'agissait de complaire à un dictateur. Aujourd'hui, il s'agit de le faire devant le peuple souverain. L'objectif est le même : sauver la Couronne.

Le communiqué commence par un rappel de l'engagement

éthique qui avait été celui du jeune roi, en 2014, à l'occasion de sa proclamation devant les Cortès. Devant les députés et les sénateurs, il s'était engagé à ce que la Couronne observe « une conduite intègre, honnête et transparente ». Une manière de rappeler à ceux qui prônent l'abolition de la monarchie que c'est justement parce qu'il n'est pas élu qu'un roi du XXI^e siècle ne peut pas tout se permettre ! C'est pourquoi le texte publié le 15 mars se veut clair. Outre les mesures prises à l'encontre de son père, Philippe VI déclare s'être engagé devant notaire à refuser cet héritage, pour lui-même et la Princesse des Asturies. ■

CHRISTOPHE BARRET.

Les Faits majeurs

■ **Algérie.** – Bouteflika bientôt devant les juges ? Deux anciens Premiers ministres souhaitent que l'ex-président, retiré du pouvoir depuis le 2 avril 2019, comparaisse dans deux affaires de corruption : le financement de sa dernière campagne présidentielle et le scandale des fausses usines de montage automobile. Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ne vont cependant pas jusqu'à réclamer la mise en examen de Bouteflika, lequel serait uniquement convoqué à titre de témoin essentiel.

■ **Corée du Nord.** La recherche militaire ne connaît pas de trêve. Le régime de Kim Jong-Un, qui se targue de ne déplorer aucun cas de coronavirus, a procédé le 29 mars à l'expérimentation de nouveaux lanceurs balistiques de grande dimension. Les missiles auraient été tirés depuis le port de Wonsan, sur la côte est du pays, avant de s'écraser en mer du Japon. Cette provocation intervient alors que les négociations sur le dossier nucléaire entre Pyongyang et Washington sont au point mort.

■ **Hongrie.** - Sous le prétexte de pouvoir agir efficacement contre le Covid-19, Victor Orban a obtenu du Parlement, le 31 mars, le droit de gouverner par ordonnances pour une durée indéterminée. L'état d'urgence, en vigueur dans le pays depuis le 11 mars, est de fait prolongé sine die. Pourtant, la Hongrie est peu touchée par la pandémie, avec moins de 1000 cas recensés et une trentaine de décès. L'opposition et l'UE ont exprimé leur inquiétude sur l'usage qu'Orban entend faire de ces pouvoirs exceptionnels.

YLM.

La pandémie du Covid-19 questionne le rôle des instances internationales et plus particulièrement de l'Organisation Mondiale de la Santé. On peut regretter que celles-ci ne jouent pas complètement leur rôle, mais aussi que certains États ne souhaitent pas vraiment qu'elles le jouent. Les cris d'alarme lancés par l'OMS n'ont pas été entendus. Il conviendra d'en tirer les leçons en prévision des futures crises sanitaires.

Diplomatie Corona

PAR YVES LA MARCK.

Le Coronavirus a-t-il frappé de mort la diplomatie internationale ? L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est supposée être au cœur du dispositif de lutte contre la pandémie. Son acronyme anglais WHO. (World Health Organization) accuse son anonymat : Qui ? Au sens de « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? ». La santé publique selon les initiateurs de ce sigle devrait être une affaire d'illustres inconnus, d'obscurs scientifiques, qui fuient la scène médiatique et supposément politique. Qui se souvient du nom des directeurs généraux de cette organisation ? Et même de son fondateur au temps où elle s'appelait modestement « Comité d'hygiène » aux débuts de la Société des Nations (SdN), après la déferlante de l'épidémie de grippe espagnole à la fin de la Première guerre mondiale ? Ludwik Rajchman (1881-1965) était pourtant un remarquable organisateur et un visionnaire pour son époque mais son nom n'est plus guère cité.

Le nom du directeur général actuel, élu en 2017, est plus connu en dépit de la difficulté à l'épeler : le docteur éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus tient tous les deux jours depuis Genève une conférence de presse virtuelle sur la progression de la pandémie. La situation est quelque peu surréaliste. Ce n'est pas la première fois que l'OMS. se retrouve au cœur de controverses. Le SRAS⁽¹⁾ en 2003 avait été le déclencheur d'un Règlement Sanitaire International (RSI), adopté par l'ensemble des pays-membres en 2005, par lequel ceux-ci s'engageaient à faire remonter à l'organisation les premiers signes de la maladie et à se conformer aux mesures spécifiques qui seraient recommandées par elle en termes de circulation transfrontalière. Le dispositif était finalisé en pleine crise de la grippe aviaire (H5N1). Il eut à s'appliquer au H1N1 de 2009 et à deux épidémies d'Ebola, en Afrique, en 2014 et 2019. Ces expériences n'ont pas permis de lui conférer une totale crédibilité, dans la mesure où la première fut rapidement surmontée et les secondes circonscrites.

Le poids important de la Chine. La place particulière occupée par la Chine au sein des organisations internationales délaissées par les États-Unis (depuis bien avant Trump) lui confère un poids politique qui joue parfois au détriment du multilatéralisme. Le prédécesseur du



Le docteur Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

docteur Adhanom, de 2006 à 2017, était une chinoise, chef des services de santé de Hong-Kong, le docteur Margaret Chan. La France n'avait pas pu lui opposer de candidat suffisamment sérieux, deux anciens ministres de la Santé, Bernard Kouchner en 2006 et Philippe Douste-Blazy en 2012.

Le rôle du Comité d'Urgence Sanitaire. Paris a néanmoins eu la possibilité de faire désigner un français à la tête du Comité d'Urgence Sanitaire chargé de conseiller le directeur de l'OMS sur la déclaration ou non de l'urgence sanitaire, au sens du Règlement de 2005. Le professeur Didier Houssin, qui avait dirigé l'administration de la santé en France lors de la survenance du H1N1 en 2009 (aux côtés de la ministre Roselyne Bachelot accusée à l'époque de surréaction), est depuis 2013 le président de ce comité de quinze experts internationaux (dont une moitié d'asiatiques, un américain, un russe, un seul européen outre le président, un africain, un saoudien) et qui, après une mission en Chine, fut partagé par moitié sur l'opportunité de ladite déclaration. Le directeur s'abstint donc d'agir le 23 janvier pour que, une semaine plus tard, le comité, désormais

« quasi-unanime », lui enjoigne de procéder à la déclaration officielle, avec des conséquences immédiates sur tous les transports inter-frontaliers.

Il n'en fallait pas plus pour accuser Pékin d'avoir fait pression sur l'OMS. et le directeur éthiopien d'être son homologue quand on sait les relations étroites entre la Chine et l'Éthiopie. Le docteur Ghebreyesus a compris que l'honneur de l'OMS. était en cause et que le monde avait besoin de mettre un nom, d'identifier un coupable mais aussi un possible sauveur, en quête d'une réelle coordination internationale, d'informations vérifiées, d'harmonisation des pratiques locales. Si les grandes puissances estiment suffisant d'avoir leur propre comité scientifique (nonobstant le fait que les scientifiques se parlent plus et se comprennent mieux entre eux et avec Genève que les politiques), ce n'est pas le cas pour une bonne partie du monde, la plus vulnérable, qui attend d'autant plus de directives et aussi de moyens que l'OMS. est seule à pouvoir leur apporter sans attache politique.

L'OMS irremplaçable pour la connaissance du terrain et de la recherche. Le Quai d'Orsay appelle à une « révision de l'architecture sanitaire internationale ». C'est une constante, si l'on se souvient de l'idée de fonds mondial de lutte contre le paludisme, le sida et la tuberculose créé en 2002 mais distinct de l'OMS. Peut-être faudra-t-il envisager la même chose pour ce type de virus. Il faut garder à l'OMS. son rôle normatif, indispensable, où elle est irremplaçable, sans l'impliquer dans l'opérationnel et le financier qui relèvent soit de la Banque Mondiale soit des grandes fondations privées, en appui des structures locales de santé publique. En revanche, l'OMS. doit être inattaquable sur le travail de connaissance du terrain et de la recherche, la seule à pouvoir le mener de manière multinationale à travers la planète. Elle doit regagner son indépendance politique grâce à la volonté de tous ses tats-membres. La Chine doit être la première à le comprendre et à jouer collectif. ■

(1). Le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) est une maladie infectieuse des poumons due à un premier coronavirus, le SARS-CoV, qui est apparu pour la première fois en Chine en novembre 2002 et a infecté plus de 8000 personnes dans 29 pays.



Paysage de polyculture en Isère. — De nombreux producteurs français continuent de pratiquer une agriculture diversifiée et respectueuse de la nature.

« L'avenir est au développement de la conscience écologique »

Entretien avec Pierre Bitoun et Yves Dupont.

Pierre Bitoun, sociologue et ingénieur d'études à l'INRA, et Yves Dupont, chercheur à l'INRA puis professeur émérite de socio-anthropologie à l'Université de Caen, sont les auteurs de plusieurs ouvrages sur l'agriculture. Clairvoyants sur la situation des paysans français qu'ils apparentent à un ethnocide, ils ont accepté de répondre aux questions de Royaliste.

Royaliste : Tous les deux jours, un paysan se donne la mort en France. Nous sommes bien loin de la vision optimiste et édulcorée mise en avant au Salon de l'Agriculture. Comment expliquez-vous pareil décalage ?

La question du suicide des agriculteurs est particulièrement complexe car elle constitue un « fait social total », pour reprendre le concept élaboré par Marcel Mauss. Toutes les dimensions et contradictions du procès d'industrialisation démesurée de l'agriculture s'y expriment en effet d'un coup, suscitant dans l'ensemble de la profession des sentiments mêlés de peur, de compassion et de culpabilité à l'égard de ceux qui, n'arrivant plus à « s'en sortir », décident de mettre fin à leurs jours. Il existe en effet un décalage apparent entre l'arsenal de machines, d'outils numériques et de calculs de précision qui enserrant les agriculteurs les plus « performants » que l'on met en avant au Salon, et le fond culturel qui, héritier du code de l'honneur propre aux sociétés paysannes, interdisait à chacun de « perdre la face » (Erving Goffman).

Ce décalage n'est donc que le symptôme d'un impensé, d'une incompréhension et d'un déni de réalité car, dans sa grande majorité, le monde de l'agriculture se sent de plus en plus vulnérable, à la merci d'un surgissement, aussi redouté que largement imprévisible, du pire : dérèglements climatiques (tempêtes, sécheresses, gelées tardives), épizooties, crises sanitaires, effondrement des marchés, etc. Mais les agriculteurs dits « performants » sont aussi, dans toutes leurs activités, devenus dépendants d'une course sans fin à la robotisation, à la numérisation, appuyée sur des normes proliférantes et des systèmes-experts délocalisés qui les privent de leur liberté et en élimine plus d'un ! Le contexte dans lequel ils prennent leurs décisions est ainsi de plus en plus déshumanisé, financièrement coûteux, et bon nombre de leurs « choix » relèvent chaque jour davantage de paris ou de « coups » que d'une véritable rationalité guidée par la volonté de faire société. Il en résulte la multiplication de ces *burn out*, faillites ou suicides, y compris chez ceux qui s'en sont longtemps considérés à l'abri.

Selon une étude Odoxa Dentsu Consulting pour Le Figaro et Franceinfo, publiée fin février, 85 % des Français ont une vision positive du métier d'agriculteur. Faut-il en conclure que l'*agribashing* reste un épiphénomène ?

Le succès rencontré par des films comme *Petit paysan* (2017) ou *Au nom de la terre* (2019) montre en effet que de très nombreux Français sont devenus sensibles aux problèmes que rencontrent les agriculteurs et y voient bien souvent, quelles que soient leurs origines ou leurs professions, l'écho de leurs propres conditions, celles de personnes ravalées au rang de « ressources humaines ». Quant à l'*agribashing*, il s'agit d'une expression pour le moins ambiguë. D'un côté, il est vrai que certaines catégories de la population, généralement des citadins « écolos » sans véritable connaissance des réalités et des difficultés du monde agricole, trouvent dans les agriculteurs productivistes de commodités boucs émissaires. Mais il faut aussi bien voir que, pour ces mêmes agriculteurs, représentés par la FNSEA ou les Jeunes agriculteurs (JA), l'*agribashing*

est une façon, en se posant en victimes, d'occulter leurs propres responsabilités et de refuser le dépassement du système productiviste. Cet *agribashing* est ainsi amplement relayé par les *agrobusiness men* eux-mêmes et par tous ceux qui ont intérêt à ce que l'industrialisation de l'agriculture se poursuive.

Vous évoquez une fracture entre une frange des agriculteurs intégrés au système productiviste, bénéficiaires ou non, et une frange minoritaire qui met en œuvre une agriculture paysanne propre et solidaire. Cette divergence d'intérêts est-elle indépassable ? Nuit-elle à la cause paysanne ?

Pour être dépassée, cette divergence d'intérêts nécessiterait un profond remaniement des politiques agricoles nationales, européenne et mondiale. Remaniement qui irait à rebours, en France en particulier, de la volonté de faire cohabiter au moins trois types d'agriculture : industrielle et entrepreneuriale d'abord, alimentant les marchés mondiaux, les industries agro-alimentaires et la consommation de masse ; paysanne et biologique ensuite, produisant des biens de qualité, des services et des paysages pour une clientèle souvent aisée et de plus en plus sensible à la question alimentaire et écologique ; résiduelle enfin, souvent localisée dans des zones marginalisées et en voie de disparition. Mais ne nous trompons pas : le procès d'industrialisation de la filière bio est déjà largement entamé en même temps que la contestation des fermes-usines et de la violence faite aux animaux dans l'élevage industriel se fait de plus en plus forte. Et, sans véritable changement de cap favorable au modèle de l'agriculture paysanne, il est certain que ces deux tendances ne vont que se renforcer dans les années qui viennent. Alors même que la cause paysanne constitue la seule façon de sortir de l'impasse productiviste...

Observe-t-on des changements majeurs de comportement alimentaire qui remettent en cause le système actuel ?

Absolument. Et les scandales liés aux conditions d'abattage des animaux révélés entre autres par l'association L214 ont de ce point de vue beaucoup pesé dans la décision de certains de ne plus – ou de moins – consommer de produits animaux. D'autres ont opté pour cette abstinence ou cette réduction après avoir lu que l'élevage intensif ou industriel produisait d'importantes quantités de gaz à effet de serre et de multiples déchets. Un des problèmes essentiels posés par une pareille radicalisation, c'est qu'elle relève d'abord de l'émotion et, trop souvent, d'une méconnaissance de la diversité des types d'agriculture et d'élevage qui coexistent dans les territoires. Parmi d'autres, la Confédération paysanne a beaucoup et depuis longtemps alerté sur cette question mais sans être suffisamment entendue. De nombreux éleveurs sont en



Pierre Bitoun et Yves Dupont alertent sur la mise à mort des paysans français qui constitue une catastrophe sociale et anthropologique.

« Pour ces mêmes agriculteurs, représentés par la FNSEA ou les Jeunes agriculteurs, l'*agribashing* est une façon, en se posant en victimes, d'occulter leurs propres responsabilités et de refuser le dépassement du système productiviste. »

effet aussi des polyculteurs, de petits producteurs marchands n'utilisant que peu ou pas de pesticides, vendant leurs produits dans des circuits courts, sur les marchés, aux cantines scolaires, à la ferme ou à des restaurateurs, offrant de nombreux hébergements et des services aux touristes, et entretenant les chemins et les paysages dont les randonneurs sont friands. L'élevage extensif d'animaux constitue donc l'un des pivots de ces systèmes diversifiés grâce auxquels une grande majorité du territoire français est entretenu et fréquenté parce qu'attractif. Abandonner ce type d'élevage reviendrait à saper les fondements de tout un système économique, social, culturel et esthétique et à rendre, comme le redoutait déjà Georges Pompidou, nos campagnes toujours plus uniformes, désertées et « funèbres ». Et à ouvrir aussi, ne l'oublions pas, une voie royale au marché de la viande de synthèse, source de tant de profits XXL liés à une consommation « propre ».

Comment appréhendez-vous la future réforme de la PAC ? Les petites et moyennes exploitations pourraient-elles enfin tirer leur épingle du jeu ?

Comme nous n'avons cessé de le répéter⁽¹⁾, la PAC constitue depuis l'origine l'un des instruments majeurs de l'industrialisation de l'agriculture, avec pour ambition affichée de faire des agriculteurs de

« véritables entrepreneurs ». Autrement dit, et ainsi que l'avait démontré l'économiste Claude Servolin dès 1972⁽²⁾, l'un des dispositifs visant à remodeler un maximum de petits producteurs marchands en une minorité de chefs de moyennes ou grandes entreprises capitalistes. En France par exemple – mais cette tendance a aussi prévalu à l'échelle de l'Europe ou sur d'autres continents – les politiques agricoles ont consisté, via un imposant arsenal de mesures législatives, administratives et financières, à fabriquer et accompagner ce remodelage. La rupture décisive s'est produite lorsque, à partir du milieu des années soixante, il s'est agi de démanteler les systèmes de polyculture-élevage au profit d'ateliers spécialisés. En une cinquantaine d'années, une grande partie des exploitations familiales de polyculture-élevage a été détruite, faisant progressivement apparaître un nouveau modèle : celui des « fermes-usines » comptant des milliers de vaches et dont les effluents sont « valorisés », à partir de méthaniseurs géants producteurs de biogaz que les investisseurs à l'origine de ces ateliers démesurés s'évertuent à revendre.

Mais à cause de la démesure qui la caractérise, la poursuite de l'industrialisation de l'agriculture suscite de plus en plus de critiques, voire une franche hostilité que la prochaine réforme de la PAC – ou les suivantes... – ne parviendront pas à enrayer. Les critiques à l'égard de l'usage des pesticides, de l'irrigation, de l'abattage inconsidéré des haies, de l'érosion massive de la biodiversité, etc., et de toutes les injustices sociales et territoriales qui accompagnent cette incurie, conduisent chaque jour davantage à un élargissement et une densification des mouvements sociaux critiques du productivisme. De ce point de vue, et comme l'avait pressenti le sociologue allemand Ulrich Beck⁽³⁾ dès 1986, les contestataires sont devenus très savants et n'ont cessé de gagner en audience. Et la plupart d'entre eux ont mis leurs compétences au service de petits et moyens exploitants qui, eux aussi de mieux en mieux formés, producteurs paysans ou biologiques ont réussi à obtenir de multiples formes de reconnaissance et d'appuis, y compris de la part de nombreux conseils départementaux et régionaux. L'époque, l'avenir, n'en déplaît aux multinationales et aux gouvernants, est à la relocalisation, au développement de la conscience écologique et au refaire société. Même si, au vu de la disproportion des forces, ce qui menace l'humanité continue toujours à croître plus vite que ce qui pourrait la sauver. ■

Propos recueillis par Indiana Sullivan.

(1). Cf. P. Alphandéry, P. Bitoun, Y. Dupont, *Les champs du départ*, La Découverte, 1989 et P. Bitoun, Y. Dupont, *Le Sacrifice des paysans*, L'Échappée, 2016.

(2). Claude Servolin, *L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste*, INRA, Paris, 1972.

(3). Ulrich Beck, *La société du risque*, Aubier, Paris, 2001 (1986 pour l'édition originale).

Mandeville, « l'homme du diable »



Dany-Robert Dufour (ci-dessus) rappelle, dans un court essai, le dessein monstrueux du capitalisme.

Il est des livres qui surfent mollement sur les idées reçues à la mode, ne se contentant pour toute originalité que de quelques afféteries de style ; il en est d'autres qui, de saillies jubilatoires en concepts « coup de poing », tentent de percer les secrets bien gardés de notre modernité libérale. Le dernier livre de Dany-Robert Dufour⁽¹⁾ appartient à cette seconde catégorie. Toute sa démarche vise à nous faire prendre conscience que le début du XVIII^e siècle aura vu un penseur atrocement génial se faire le passeur d'une nouvelle conception du monde, donnant littéralement « *le pouvoir à l'esprit du Malin* »⁽²⁾.

Déjà connu pour sa célèbre et scandaleuse *Fable des abeilles*, Mandeville – puisqu'il s'agit

de lui – ira encore plus loin, dans un texte paru en 1714⁽³⁾, où, poursuivant sa logique amoraliste, il explique que le capitalisme naissant n'est que la traduction, dans les faits, de la prise du pouvoir par les pires pulsions qui puissent exister. Hier refoulées, condamnées par les plus hautes autorités morales, celles-ci deviennent, par un renversement révolutionnaire de la hiérarchie des valeurs établies, les fondements d'une nouvelle « religion » mondaine aspirant à régenter le nouveau cours capitaliste en gestation.

Pourquoi ? Tout simplement parce que libérer les pulsions les plus perverses, tout en prétendant bien sûr le contraire, permet tout à la fois de « blan-

chir le crime » et de déclencher un processus d'accumulation des richesses exponentiel. Bref, dans la nouvelle dialectique qu'énonce celui qui, par ailleurs, se voulait « un médecin de l'âme » – on dirait aujourd'hui un psy –, seul le Mal peut accoucher du Bien, ce processus relevant de la Providence divine ! La subversion, au sens fort du terme, est ici à son comble, ruinant pratiquement toute possibilité d'échapper à l'horreur d'une vie piégée par le Rien marchand.

Le plus drôle – si ce n'était profondément tragique – c'est que, dans les années 1970, certains intellectuels professant un gauchisme « libertaire » iront jusqu'à promouvoir un modèle de pensée cherchant à détruire le capitalisme... en poussant jusqu'à ses dernières extrémités sa logique quasi criminelle. Le désir insensé de jouer la carte d'un capitalisme « s'envoyant en l'air », s'affranchissant de tout repère éthique, se soldera par un échec cuisant. Dany-Robert Dufour notant de façon quasi clinique : « *Là où Deleuze a voulu doubler le capitalisme sur sa gauche, il s'est fait doubler sur sa droite par le capitalisme* »⁽⁴⁾.

Notre archéologue de la doxa libérale en profite d'ailleurs, fort à propos, pour redonner à la psychanalyse toutes ses

lettres de noblesse, faisant d'elle, en les temps obscurs que nous vivons, l'ultime rempart face à l'extension indéfinie de « droits à... » devenus fous, sur fond de jouissances déchaînées : « *Freud est réactionnaire, selon le sens actuel de ce vocable. Il n'a jamais en effet transigé sur ce point : une certaine répression pulsionnelle, disons une soustraction de jouissance conditionnant l'accès à une économie du désir (soit tout ce qui reste possible après qu'on a renoncé à vouloir tout et tout de suite) est nécessaire à la civilisation. C'est là ce qui explique que le freudisme n'ait pas bonne presse aujourd'hui, à l'époque du capitalisme total.* »⁽⁵⁾

Autrement dit, si nous voulons échapper au chaos qui se profile, nous ne pourrions pas faire l'économie d'une véritable « révolution culturelle », refaisant de la *common decency* chère à Orwell l'axe d'un autre monde refusant l'illimité et le productivisme faustien. ■

PHILIPPE ARONDEL.

(1). Dany-Robert Dufour, *Baise ton prochain, Une histoire souterraine du capitalisme*, Actes Sud, octobre 2019, 192 pages.

(2). Ibidem, page 10.

(3). Bernard Mandeville, *Recherches sur l'origine de la vertu morale*, Berg international, octobre 2013.

(4). Ibidem, page 111.

(5). Ibidem, page, 68.

Dans les revues

■ **Zone critique, n°1, octobre 2019.** (zone-critique.com) – Depuis plus de sept ans, la jeune équipe de la revue en ligne *Zone critique* transmet son enthousiasme pour l'art et la littérature, convaincue, avec Antonin Artaud, de l'urgence « *d'extraire de ce que l'on appelle la culture, des idées dont la force vivante est identique à celle de la faim* »⁽¹⁾, citation dont elle a fait son mot d'ordre. Il y a quelques mois, elle a décidé de publier sur papier un dossier annuel pour, affirme-t-elle, « *penser dans toutes leur complexité, les grandes interrogations qui hantent les artistes de notre temps* ». Pour son premier numéro, elle a choisi d'explorer le thème de la « *crise sociale* », qui « *obsède la littérature et le cinéma de notre temps* ». L'unité de ce volume de plus de deux cents pages élégamment composées

rend compte de la diversité des approches de la crise sociale dans le roman, le cinéma, sans oublier la poésie, avec un florilège qui confirme la vitalité de ce mode d'expression et sa nécessité en ces « *temps de détresse* ».

Si la littérature des deux siècles précédents n'a pas été indifférente à la question sociale, c'est dans celle de notre siècle que *Zone critique* a voulu, à l'heure du libéralisme triomphant, « *dégager des lignes de force pour tenter d'appréhender la nouvelle alliance entre l'esthétique et la politique* ». Plus de la moitié des pages sont consacrées au roman, sous forme d'études et d'entretiens avec des auteurs. Ce genre littéraire semble en effet propice à l'exploration des différents domaines dans lesquels se déploie la crise sociale, telle qu'elle est subie douloureusement sous les effets de la crise financière ou écologique.

Si la matière est commune, elle est travaillée de manières diffé-

rentes par des auteurs que semble durablement marquer leur parcours personnel. Ces diversités de traitement littéraire permettent de distinguer le roman militant, dont Yannick Haenel est donné en exemple, qui assume pleinement son manichéisme, du roman politique dont l'auteur, sous le masque d'une neutralité apparente, tente de saisir la complexité des situations, genre privilégié par François Bégaudeau. Elles se traduisent aussi dans le mode de narration, par le style, parfois par le refus conscient d'une écriture littéraire. De nombreux romans traitant de la crise sociale trahissent une influence des techniques de la sociologie, notamment des analyses bourdieusiennes, mais aussi un désintérêt pour la vie intérieure, pensant les sujets comme de purs objets.

Il est frappant de constater l'importance que revêt le facteur du conditionnement social, comme l'illustre le cas d'auteurs

aussi dissemblables que Virginie Despentes ou Annie Ernaux. Cette remarque conduit à s'interroger sur les motivations des romanciers, mais aussi des artistes en général, quand ils abordent les questions sociales. Le monde social est certes un vecteur de puissance romanesque, remarque François Bégaudeau, mais il y a une indéniable dimension psychanalytique chez des écrivains qui ont fait du social le fond (ou le fonds) de leur oeuvre, retour sur soi qui n'évite pas toujours l'écueil d'une forme d'exhibition.

« *Le roman, en exhibant, ne serait-ce qu'en creux, ce que nous ne voyons pas toujours nous indique des voies pour vivre mieux* », écrit l'une des contributrices de la revue. Ce n'est pas certain. Mais qu'il nous permette de saisir la complexité du monde et de ses représentations, ce n'est déjà pas si mal. *Zone critique* réussit à nous y inviter avec intelligence.



par Gérard Leclerc

Un XIX^e siècle religieux

Guillaume Cuchet s'est fait connaître en 2018 par un essai qui a fait date sur l'effondrement de la pratique religieuse dans les années soixante⁽¹⁾. Mais sa spécialité universitaire est tournée vers le XIX^e siècle religieux. Il nous offre un recueil d'études sur le sujet, qui nous instruit beaucoup plus qu'aurait pu le faire un exposé didactique ayant la prétention d'en accomplir la synthèse complète. Ainsi pouvons-nous parcourir le spectre d'un phénomène complexe, même s'il s'inscrit dans un contexte général. Ce contexte est d'évidence celui de la suite de la rupture opérée par la Révolution Française. L'Église catholique a subi une épreuve qui aurait pu lui être fatale. C'est non seulement l'institution qui a été détruite en grande partie, c'est aussi l'inspiration religieuse qui a été mise à mal par la déconstruction des Lumières. Mais, ainsi que l'avait pressenti Théodore Jouffroy dans un article retentissant paru en 1825, le monde nouveau ne pourrait se passer d'une foi nouvelle répondant aux aspirations des nouvelles générations. Cette foi ne pourrait se satisfaire de la seule critique du christianisme. Son contenu restait largement en suspension, avec la possibilité d'inventer, avec le comte de Saint-Simon, un nouveau christianisme accordé aux conditions de l'ère industrielle. Il s'agissait de « rendre les hommes heureux non seulement dans le ciel, mais sur la terre ».

Mais un Benjamin Constant se montre plus ambitieux. Il s'agit pour lui de tirer des conclusions de l'ensemble de l'histoire de toutes les religions. Ce sera la tentative accomplie par « un théologien démocrate et saint laïque », Jean Reynaud, aujourd'hui bien oublié, dont l'exigence intellectuelle et spirituelle est bien supérieure à celle de Saint-Simon. Il n'y a pas d'hostilité foncière de sa part à l'égard du christianisme, dont il tient à prolonger le legs, sans être attaché à une rigoureuse orthodoxie. Barbey d'Aurevilly pouvait souligner que son originalité tenait au fait qu'il était « bien plus un hérétique qu'un philosophe ». Au cours du siècle, il y aura bien d'autres tentatives pour dessiner les traits d'une spiritualité nouvelle. Elles n'auront pas les mêmes qualités. Certaines peuvent même nous apparaître aujourd'hui aberrantes, tel le spiritisme, dont Victor Hugo sera l'adepte le plus célèbre. C'est Philippe Muray qui aura mis en évidence cet aspect, dont il fera une des caractéristiques majeures du XIX^e siècle, acquérant ainsi un rôle de pionnier. Même si c'était au grand déplaisir d'un Maurice Agulhon, qui lui reprochait par ses méthodes peu académiques d'avoir massacré le sujet. Mais la faute n'en revenait-elle pas d'abord aux historiens qui l'avaient méconnu ?

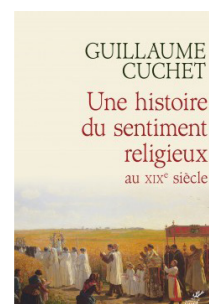
Guillaume Cuchet a le mérite de mettre Hugo en situation, expliquant l'origine américaine du phénomène, avec son extraordinaire diffusion à travers toute l'Europe : « De Napoléon III à la reine Victoria, en passant par le moindre petit bourgeois de province, tout le monde, ou presque, a fait tourner les tables à ce moment-là. » On a pu parler d'un « prototype indépassable des flambées de crédulité collective ». Mais il est un autre aspect sur lequel Cuchet attire notre attention, c'est la religiosité des courants révolutionnaires. Muray l'avait déjà remarqué en notant que la plupart des insurgés du

XIX^e siècle étaient aussi des initiés. Il faut dire qu'en dépit de la rupture révolutionnaire, l'identité française demeurait largement inspirée du christianisme. Dans un recensement sur l'appartenance religieuse du pays, en 1872 « près de 98 % des Français ont répondu qu'ils étaient "catholiques romains", le petit reste se répartissant entre protestants, israélites, 80 000 "sans culte" et 3 000 "autres cultes"... » Bien sûr, on peut s'interroger sur la validité d'une telle reconnaissance, l'ésotérisme pouvant faire bon ménage avec le catholicisme revendiqué. Cela n'empêche pas qu'un climat de religiosité généralisé atteint toutes les couches, y compris les militants qui veulent renverser l'ordre établi. On l'a oublié à cause de l'évolution qui s'est produite par la suite, un Jules Ferry ou un Léon Gambetta ayant choisi une orientation rationaliste, si ce n'est positiviste. Cette génération reprochait aux prédécesseurs cette religiosité « perçue par eux rétrospectivement comme une forme de compromission coupable avec l'ennemi clérical ».

Si Muray a donné à Cuchet certaines clés du phénomène spiritiste, Philippe Ariès, par ses travaux sur le rapport à la mort et plus spécialement la naissance d'une religion du deuil, s'est montré un éclaircisseur perspicace d'une autre caractéristique du XIX^e siècle. Le culte des défunts s'est développé conformément à une sensibilité romantique et a accompagné l'urbanisation qui ne va pas sans organisation des cimetières, la bourgeoisie plébiscitant le principe de la concession funéraire et transformant les cimetières en « arène sociale où les classes font assaut de monumentalité funéraire... » N'est-ce pas un substitut au christianisme qui s'affirme alors, qui pourrait se réclamer d'Auguste Comte et de son « immortalité subjective » ? Mais le christianisme s'est très bien défendu tout au cours du siècle. Il a donné lieu à toute une effervescence doctrinale, même si des théologiens comme Alphonse Gratry et Henri Perreyve sont très loin d'avoir la stature du cardinal Newman en Angleterre. Toute une partie de la bourgeoisie, de sensibilité libérale, va trouver les chemins de la pratique religieuse, tandis que le catholicisme, loin de rester figé dans la reproduction du passé, a su s'intégrer à l'intégralité de l'histoire du siècle. Il demeure très vivace au cœur de cette période ardemment religieuse. ■

(1). Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien*, Le Seuil, 2018. Cf *Royaliste* n°1141 du 20 mars 2018.

Guillaume Cuchet
Une histoire du sentiment religieux au XIX^e siècle.
Éditions du Cerf, 2020, 424 p.



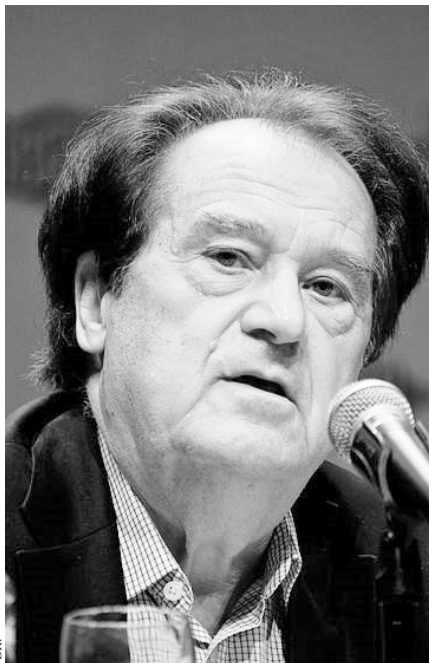
Anatomie d'un centre extrême

La gauche et la droite traînent leur aile radicale respective. Et si le centre possédait également la sienne ? Ces dernières années, l'expression « extrême centre » fait florès dans les conversations militantes, notamment sur les réseaux sociaux. Mais le concept commence aussi à prendre forme chez les intellectuels.

L'idée paraît de prime abord contre-intuitive. Comment le centre du spectre politique, ce giron de la modération et du compromis, bordé à sa droite et à sa gauche par d'autres partis « raisonnables » qui le rendent équidistant des mouvements révolutionnaires, pourrait-il abriter une tendance extrémiste ? Sortir d'une représentation linéaire et par trop simpliste des différents courants politiques et admettre que chacun d'eux, quel que soit son positionnement, offre une gradualité de ses propositions suffit à prendre l'hypothèse au sérieux.

Les termes « extrême centre » (placés entre guillemets) sont apparus furtivement sous la plume de Jacques Julliard il y a bientôt trente ans. L'historien et essayiste s'interrogeait alors sur la qualification du fascisme, au regard de son emprise sur les classes populaires et envisageait, avant de le réfuter, qu'il pût s'agir d'une radicalité centrale⁽¹⁾. Le même Julliard avait été le co-auteur quelques années auparavant de *La République du centre*, un ouvrage remarqué et d'une actualité troublante. La fin de l'opposition structurante droite/gauche, née à la Révolution, y est décrite à la fois comme une normalisation – traduite par l'acceptation d'une soi-disant rationalité économique et la promotion des droits de l'homme en programme politique – et comme un danger, celui de l'exclusion des débats nécessaires à la bonne conduite de la société. Inquiet de la disparition de l'alternance, Jacques Julliard écrit : « *Le risque de guerre civile, ou de déchirure de l'unité nationale, n'est pas dans le clivage du corps électoral en deux camps rivaux : il est dans l'oubli par le pouvoir des droits de l'opposition ; dans le manque de respect pour l'autre ; il est dans cette vision militaire de la politique qui, depuis la Révolution française, nous tient lieu de culture démocratique ; il est, en dernière analyse, dans une vision moniste, et pour ainsi dire totalitaire de la vérité.* »⁽²⁾ Ainsi, gouverner au centre peut signifier gouverner en autocrate.

Les marqueurs de l'extrême centre. Dans *La République des girouettes* (2005), Pierre Serna, professeur d'histoire à l'Université Panthéon-Sorbonne a qualifié d'« extrême centre » le magma des opportunistes de la politique sous-tendant les gouvernements révolutionnaires successifs entre 1789 et 1815... Le chercheur précise sa pensée à travers son dernier essai, *L'Extrême*



Jacques Julliard fut le premier à théoriser la notion d'extrême centre.

centre ou le Poison français, qui tire le fil de l'histoire jusqu'à la France macronienne⁽³⁾. Quoiqu'on puisse reprocher à la démonstration des parallèles un peu forcés et à une tendance à la relecture anachronique des faits, l'ouvrage apporte un appareil conceptuel solide qui isole les caractéristiques de l'extrême centre.

L'un des éléments d'identification de cette mouvance, incarnée par le Comité de Salut public et les Thermidoriens, par Napoléon I^{er} puis Napoléon III, et aujourd'hui par Emmanuel Macron, est de revendiquer, sous un visage souvent jeune et avenant, une modération contrastant avec les affrontements politiques de la droite et de la gauche mais dissimulant en réalité un pouvoir qui s'appuie sur la force policière, réduit les libertés individuelles et sape le pluralisme. Un gouvernement d'extrême centre se trahit aussi par l'hypertrophie du pouvoir exécutif qui profite d'une situation de crise pour se substituer à la légitimité démocratique du pouvoir législatif qui est censé le contrôler. La formule « Moi ou le chaos » est, selon Serna, « la parole fondatrice » de l'extrême centre, laquelle tire ainsi profit de la crainte de la violence politique pour s'imposer. Enfin, l'extrême centre est identifiable à sa capacité à débaucher les plus opportunistes, malléables, sans conviction réelle, gravitant autour du centre (le « girouettisme »).

Du concept à sa diffusion. Le partage du concept d'« extrême centre » dans le milieu universitaire semble encore timide mais la référence explicite aux travaux de Pierre Serna par le philosophe Alain Deneault est à souligner⁽⁴⁾. Ce dernier analyse par exemple la « normalité » autoproclamée de la présidence Hollande, ô combien technocratique, comme la restauration d'un « régime d'extrême centre, l'extrémisme se traduisant là par une intolérance à tout ce qui ne cadre pas avec un juste milieu arbitrairement proclamé ». Il est cependant difficile d'envisager que de l'identification d'un centre extrême par les essayistes puisse résulter à court terme sa banalisation dans le commentaire politique quotidien, et de là sa popularisation. Le journaliste économique Romaric Godin avait bien publié, dès l'automne 2016, un article dans *La Tribune* intitulé : « Emmanuel Macron ou le populisme d'extrême-centre. » Il y relevait alors la singularité de la candidature du « centriste » : rejet des partis et des corps intermédiaires, personnalité primant sur le programme, recherche de la pureté dans la fusion de la droite et de la gauche, simplisme du verbe... Mais l'effort est resté isolé. Proche en 2017 du candidat Macron, l'avocat François Sureau laisse pourtant échapper un aveu qui lui pèse mais veut tout dire : « *Ce qui est inattendu, c'est que les atteintes portées au droit depuis vingt ans ont été le fait de gouvernements et de parlements en réalité plutôt centristes.* »⁽⁵⁾

Donner un nom aux dérives liberticides du courant macroniste, lequel a noyauté le centre classique en se revendiquant du progressisme, apparaît indispensable pour briser le carcan dialectique qui paralyse la démocratie : le centristisme comme seule barrière à l'extrémisme du Rassemblement national. Dénoncer l'extrême centre, c'est assumer de renvoyer dos à dos deux programmes dévastateurs pour la nation, le bien commun et nos libertés. ■

CASIMIR MAZET.

(1). Jacques Julliard, « De l'extrémisme à droite », *Mil neuf cent*, n° 9, 1991, pp. 5-15.

(2). Jacques Julliard, « La course au centre », in F. Furet, J. Julliard, P. Rosanvallon, *La République du centre. La fin de l'exception française*, Calmann-Lévy, 1988, p. 126.

(3). Pierre Serna, *L'Extrême centre ou le Poison français, 1789-2019*, Éd. Champ Vallon, 2019, 289 pages.

(4). Alain Deneault, *Politique de l'extrême centre*, Éd. Lux, 2017, 100 pages.

(5). François Sureau, *Sans la liberté*, Gallimard, 2019, p. 44. (Cf. *Royaliste* 1176)

Ces deux livres sont consacrés à l'histoire mais surtout à la mémoire de l'ex-RDA et aux traces, encore visibles aujourd'hui ou bien disparues, de cet État et de la société qui en était l'armature. Mais ils nous permettent également de découvrir une activité de plus en plus pratiquée par les historiens : l'urbex.

Qu'est-ce que l'urbex ? Une exploration urbaine, « une errance une visite sur des sites interdits, abandonnés ou marginalisés, de manière illégale ou du moins non autorisée ». Elle peut être pratiquée par des amateurs de « vieilles pierres » ou de lieux insolites, par des amoureux des grands frissons désireux de violer les règles établies. Elle peut être aussi le fait d'historiens soucieux d'enrichir leur travail d'enquête pour mieux cerner une société présente ou disparue, pour mieux appréhender sa structure géographique et son fonctionnement, pour être au plus près de ceux qui y ont vécu, travaillé, aimé, lutté...

À tel point que l'Urbex universitaire a ses règles et qu'elle est désormais l'objet de colloques savants. Nicolas Offenstadt nous présente dans *Urbex RDA* son activité d'explorateur, à travers les friches urbaines qu'il a investies, photographiées, répertoriées, analysées (usines, anciens bâtiments officiels de l'État ou des partis, centres culturels,



À la recherche de la RDA

L'historien Nicolas Offenstadt, spécialiste de la Première Guerre mondiale, a plus d'une corde à son arc. Il cultive notamment une connaissance passionnée et méthodique de l'ancienne Allemagne de l'Est, qu'il nous invite à redécouvrir à travers deux ouvrages, *Le Pays disparu* et *Urbex RDA*, un récit de voyage intellectuel et un essai de méthodologie historique.

maisons, panneaux, journaux, affiches, voire monuments). Regroupés en sept chapitres, les 75 rubriques du livre sont constituées d'une ou de plusieurs photographies réalisées par l'auteur, accompagnées par une fiche d'explication synthétique d'une ou deux pages, une véritable fiche technique qui retrace la généalogie des lieux et des objets étudiés, leur destin mais aussi les circonstances de leur découverte. À travers

chacune d'elle, c'est un aspect de la vie des Allemands de l'Est qui est expliqué.

Ainsi, l'auteur dessine les contours d'une histoire populaire de la RDA, soucieuse d'en retracer le fonctionnement au plus près des gens ordinaires, sans pour autant oublier « la grande histoire », celle des dirigeants et de leurs ambitions politiques. Il permet aussi de comprendre, la véritable tornade que représenta la réuni-

fication qui mit à genoux une économie qui était incapable de résister à la thérapie de choc qui lui fut imposée alors, mais dont le *soft power* était à peu près nul et en tous cas trop faible auprès de ses propres habitants pour qu'ils résistent aux mirages de la consommation occidentale.

Dans son premier ouvrage, *Le pays disparu*, Nicolas Offenstadt insiste davantage sur la manière dont un pays s'est vu privé de sa mémoire mais aussi de son histoire. Nous le suivons, armé de vieux guides touristiques du temps de la RDA, à travers les bâtiments détruits, les noms de rue changés, les statues déboulonnées. C'est à une amnésie collective organisée que nous assistons. Pourtant nulle nostalgie chez l'auteur. Son tableau des commémorations annuelles de la création de l'ex-RDA à Bochum, impitoyable, montre que les défenseurs du pays perdu n'ont, tels les émigrés de Coblence, « ni rien appris ni rien oublié ». ■

MARC SÉVRIEN.

Nicolas Offenstadt, *Le pays disparu. Sur les traces de la RDA*, Stock, 2018, 416 p.

Nicolas Offenstadt, *Urbex RDA ; L'Allemagne de l'Est racontée par ses lieux abandonnés*, Albin Michel, 2019, 355p.

Le Carnet

Lectures

■ **L'honneur et le bon sens.** - Quel beau livre vient de nous donner, une nouvelle fois, Michel Bernard ! Il nous avait déjà charmé il y a deux ans avec son *Bon Cœur*, qui retraçait l'épopée de Jeanne d'Arc. Son nouveau roman, *Le Bon Sens*, raconte le procès en révision qui aboutit en 1456 à la réhabilitation de notre héroïne nationale. Un diptyque qu'éclairent la formule de Michelet sur Jeanne (« la force singulière du bon sens et du bon cœur ») et celle du général de Gaulle en juin 40 (« l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie... »), qui figure en épigraphe du second livre. Car dans ces deux ouvrages, et singulièrement dans le second, il est beaucoup question d'honneur, de bon sens et de patrie.

Été 1449, la guerre de Cent ans s'achève, la libération du territoire est proche. Mais, à la guerre extérieure s'est ajoutée une guerre

civile monstrueuse. Villes, provinces, peuple et élites s'y sont déchirés. Charles VII, figure insaisissable dans le privé, mais qui fut incontestablement un grand roi, veut refaire l'unité française. Son mot d'ordre est le pardon, sa traduction, l'amnistie. On le pousse à rouvrir le procès de Jeanne, il hésite, ce serait relancer les querelles avec les Bourguignons, les sorbonnards de Paris et le clergé normand, qui se sont déshonorés dans le jugement de 1431, mais dont le royaume aura besoin. Après tout, Jeanne n'est plus qu'un souvenir, y compris dans la mémoire de ses compagnons.

Mais voici que Rouen se libère et que le martyre de la jeune lorraine remonte à la surface. Un groupe d'hommes décidés – un conseiller du roi, un magistrat, l'inquisiteur de France, un cardinal qui a le bras long à Rome – découvre les minutes du procès, s'indigne des méthodes des juges, s'émer-

veille de la droiture de l'accusée, de sa fidélité à son souverain. Ce groupe va convaincre le roi et le pape de rouvrir le dossier, engager un nouveau procès, gagner la partie. L'honneur et la justice l'emportent. Des hommes déterminés, passionnés, ont fait l'histoire. Belle leçon politique.!

Le roman – car c'est bien un roman historique, plein d'intrigues et de rebondissements – est servi par un style impeccable. On saluera l'écriture classique de Michel Bernard, où l'émotion est à sa place, où jamais ne se glisse un mot abstrait. Les hautes figures du temps, la vie du petit peuple, la diversité de nos paysages y sont parfaitement évoqués. Et avec eux, à la charnière du Monde féodal et de la Renaissance, le bel automne du Moyen Âge. ■

PAUL GILBERT.

Michel Bernard, *Le Bon Sens*, La Table Ronde, janvier 2020.

■ **Pour les temps de confinement.** – Certains de nos amis connaissent Alexis Chevalier, qui exerce le métier de libraire d'occasion. Sa librairie du 49 rue Gay-Lussac, à Paris, est fermée pour cause de pandémie. Mais Alexis s'est confiné dans son dépôt. Tous les deux jours un camionnette vient chercher vos commandes. Consultez le site <https://www.librairiegaylussac.fr/> pour lui commander un de ses 50 000 livres répertoriés.

■ **Grand Siècle.** – Gallimard a eu la bonne idée de rassembler dans un volume dix-huit textes de Marc Fumaroli sur le rôle des grands artistes de l'Ancien Régime dans la diplomatie européenne. On y croise, entre autres, Poussin, Vélasquez, Fragonard, ainsi que les amateurs éclairés que furent Richelieu et Louis XIV. (Marc Fumaroli, *Lire les arts dans l'Europe d'Ancien régime*, Gallimard, 2019)

Philippe VII (1838-1894) : un grand prince méconnu



Thibault Gandouly a eu la bonne idée de consacrer une biographie au comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe et chef de la maison de France en 1894 après la mort de son cousin Henri V, comte de Chambord. Un livre bien documenté, fouillé et agréable à lire.

Né le 24 août 1838, Philippe devient l'héritier de la couronne à quatre ans après la mort accidentelle de son père en 1842. Arrive la révolution de février 1848, il faut quitter la France. Grâce à sa mère, le comte de Paris reçoit une éducation moderne, très ouverte sur le monde. Le Prince sera, entre autres, sensibilisé à la question sociale : dans les années 1870-1890, il publiera deux livres sur ce sujet. Après plusieurs voyages, dont un au Proche-Orient, il sert comme capitaine d'état-major dans l'armée nordiste, lors de la guerre de Sécession. En 1864, le prince épouse sa cousine Isabelle, fille du duc de Montpensier.

Après la chute de Napoléon III et de Thiers, la voie est ouverte pour une restauration : il est temps d'entreprendre la réconciliation entre les branches aînée et cadette. Ce qui est fait en 1873. On connaît la suite, « Le grand refus du comte de Chambord », la perte d'influence du parti royaliste. Dans l'attente de son arrivée à la tête du parti, Philippe dirige prudemment ses troupes, hanté par la crainte d'une expulsion de France. C'est un homme grand, mince et élancé, cheveux bruns, regard bleu. Il a le caractère doux et calme, peu démonstratif. Très intelligent, il travaille dur. Thiers disait : « Je ne le connaissais pas. Je le connais maintenant ; c'est un rusé, un ambitieux et celui de tous les princes de la famille dont il faudra le plus se mé-

fier. » Cependant, ses qualités sont un peu contrariées par la crainte de l'exil. Il entreprend une politique de présence au milieu des Français, reçoit des responsables politiques de tous bords, notamment des républicains modérés.

Henri V décède le 4 août 1883, sans enfant. Le comte de Paris devient alors le chef de famille et prend le nom de Philippe VII, s'inscrivant dans la lignée de la royauté française. La majorité des légitimistes reconnaît le nouveau prince ; la fusion des deux courants permet de réorganiser complètement le parti et d'attirer à lui des bonapartistes déçus et quelques républicains conservateurs. Car Philippe VII sait qu'il ne pourra pas faire la mo-

narchie sans l'appui de gens extérieurs à son camp.

Les élections législatives de 1885 voient les royalistes et les conservateurs revenir en force à la Chambre. Cela inquiète les républicains qui organisent l'expulsion de France des prétendants royaliste et bonapartiste en 1886. Philippe VII s'installe alors en Angleterre. Mais l'éloignement, de mauvais conseils, de mauvais choix politiques vont ruiner les espoirs royalistes, notamment la désastreuse alliance avec le boulangisme aux élections de 1889, à laquelle Philippe donne son aval sans enthousiasme. C'est ce que Thibault Gandouly appelle « *la marche parallèle* », ce que d'autres appelleront la politique du « *drapau dans la poche* ».

Avant les élections, le Prince publie une « Instruction aux représentants du parti monarchique en France », dans lequel il offre la vision d'une royauté moderne : l'instauration d'un nouveau pacte national entre la dynastie et les Français ; le suffrage universel sera la source de la représentation nationale. À côté de la Chambre des députés, le Sénat réunira les représentants des grandes forces et des grands intérêts sociaux. Éclairé, guidé mais non asservi aux chambres, le roi gouvernera avec le concours des Chambres. Les ministres pourront ainsi travailler dans la durée. Ces nouvelles insti-

tutions remettront de l'ordre dans les finances, dans l'administration, donneront plus d'indépendance à la justice. Elles aideront la France à reprendre son rang en Europe. Le prince rétablira la liberté religieuse, restituera aux communes la liberté scolaire, confiera l'armée à un chef suprême à l'abri des fluctuations politiques ; il améliorera la situation sociale de la population... Placé au dessus des partis, le Roi sera « *le gardien suprême de la loi devant laquelle tous seront égaux* ».

Catastrophique, le résultat des élections de 1889 provoque une violente crise interne dans les rangs royalistes. Elle s'accélère avec la tentative de création d'un parti constitutionnel rallié à la République, une tentative pour écarter le prince au profit de son fils le duc d'Orléans (affaire dite du « Prince gamelle ») et, coup de grâce, l'appel aux catholiques à se rallier à la République. Malade depuis 1889, Philippe VII décède le 8 septembre 1894, après un nouvel échec grave aux élections de 1893. « *Il aurait été un bon roi* », dira de lui le républicain Jules Simon. Il laisse à son fils, Philippe VIII, un parti royaliste presque mort. ■

MARC DESAUBLIAUX.

Philippe d'Orléans, comte de Paris (1838-1894), avec une préface du prince Jean de France, Via Romana, 2020, 383 p.

Brèves royales

■ **Monténégro, le 26 mars.** – Communiqué du prince Nicolas Petrovitch-Njegosh qui appelle les Monténégrins à la solidarité nationale, à se poser les bonnes questions sur ce que sera le monde après la crise du Covid-19. Apportant tout son soutien à ses concitoyens, le prétendant au trône leur a demandé de songer à se réunir autour d'un « *véritable projet d'un état écologique qui, à son avis, est le seul projet qui aurait du sens demain après cette crise sanitaire et économique* ».

■ **Russie, le 30 mars.** – Dans un communiqué publié sur son site officiel, la grande-duchesse Maria Wladimirovna Romanov a appelé les Russes à la cohésion nationale,

au sursaut patriotique, à respecter les règles de précaution sanitaires, avant de mettre ses compatriotes face à leurs responsabilités. Son communiqué a été repris par toute la presse russe.

■ **Jordanie, le 31 mars.** – « *Je suis fier d'être jordanien.* » Le prince héritier Hussein a mis en ligne une vidéo de trois minutes sur son compte Instagram, demandant à ses concitoyens de respecter les mesures prises par le gouvernement et se félicitant de cette cohésion nationale qu'il peut constater au quotidien, qui a démontré que « *malgré le fait que la Jordanie soit un petit pays, elle est désormais pour tous un grand royaume* ».

■ **Royaume-Uni, le 2 avril.** – Confiné dans sa résidence de

Birkhall, suite à la détection de symptômes mineurs, le prince de Galles a annoncé qu'il était guéri du Covid-19. Il a enregistré un message à l'intention des Britanniques, adressant ses pensées et son soutien à tous ceux qui ont déjà perdu des proches. « *En tant que nation, nous sommes confrontés à une situation profondément difficile, dont nous ne savons que trop qu'elle menace les moyens de subsistance, les entreprises et le bien-être de millions de nos concitoyens. Aucun de nous ne peut aujourd'hui dire quand cela se terminera, mais il y aura bien une fin. Jusqu'à ce que cela se produise, essayons tous de vivre avec espérance et, animé par notre foi et celles des autres, en attendant avec impatience qu'arrivent des temps meilleurs.* »

FRÉDÉRIC DE NATAL.

La Nouvelle Action royaliste

Royaliste sur 16 pages !

Une petite surprise pour nos lecteurs confiés et ceux, nombreux, qui sont mobilisés sur le front de l'épidémie : *Royaliste* paraîtra désormais sur 16 pages, jusqu'à la fin des mesures de restriction de la circulation.

Vous trouverez donc, dans ce numéro comme dans les suivants, une couverture plus complète de l'actualité et de la vie intellectuelle du pays. Vous y rencontrerez aussi, à côté de nos chroniqueurs habituels, de nouvelles signatures. Notre équipe de rédaction s'est renforcée depuis quelques mois et vous avez été nombreux à plébisciter notre nouvelle maquette.

Cette pagination renforcée est aussi un signe adressé à nos abonnés qui ne reçoivent plus le journal qu'en version numérique, puisque nous avons été obligés de suspendre provisoirement notre diffusion papier. Une fois le confinement terminé, nous adresserons à ceux qui en feront la demande les exemplaires papier qu'ils n'auront pas reçus. Que nos lecteurs qui ne reçoivent habituellement le journal qu'en version papier nous communiquent rapidement un courriel via l'adresse mail du journal pour que nous puissions leur adresser cette version numérique.

Il n'est pas impossible que nous adoptions définitivement cette pagination. Mais, encore une fois, tout dépend de vous. Notre courbe d'abonnement doit encore s'infléchir un peu vers le haut, ainsi que notre diffusion au numéro. Nous avons également besoin de toucher davantage de nouveaux lecteurs, en particulier via les listes d'amis que vous pourriez nous communiquer. *Royaliste* et la NAR ont plus que jamais besoin de vous pour continuer à progresser. Alors, à vous de jouer !

■ **Rectificatif.** - Dans ma présentation de l'ouvrage de Catherine Maire, *L'Eglise dans l'Etat*, (*Royaliste*, n°1186), le nom de Bernardin de Saint-Pierre est venu malencontreusement sous ma plume alors que j'évoquais l'œuvre de l'abbé Castel de Saint-Pierre (1658-1743), auteur d'un *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* et qui souhaitait rétablir la concorde entre le christianisme et la société. Que Catherine Maire et nos lecteurs veuillent bien accepter mes excuses. B. R

Mercredis de la NAR

Chaque mercredi, nous accueillons dans nos locaux nos amis et sympathisants de la NAR pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence se déroule de 20h à 22h dans nos locaux, 38, rue Sibuet, 75012 Paris. Métro Picpus. (entrée libre, participation aux frais de 2 €). Un repas amical est servi à l'issue des débats (participation aux frais : 7 €)

Compte tenu de la situation sanitaire et des mesures de confinement décidées par les autorités, nous sommes dans l'obligation de reporter les conférences des Mercredis de la NAR. Nous communiquerons à nos adhérents, sympathisants et lecteurs le nouveau calendrier des conférences, une fois que les consignes de confinement auront été levées.

Vidéos de la NAR

Toutes les conférences de la saison 2017-2018 sont disponibles sur notre chaîne YouTube et depuis le site « Archives royalistes ». Voici la liste de nos dernières publications que vous pouvez consulter :

Mercredi 27 novembre : Colonel René Cagnat. Sur le thème : La région centre-asiatique et l'Europe en tant que proies des superpuissances et de l'islam.

Mercredi 4 décembre : Françoise Germain-Robin. Pour la présentation de son livre, en collaboration avec feu Luc Beyer de Ryke : *Congo, mémoires à vif*.

Mercredi 22 janvier : Nicolas Palumbo et Bertrand Renouvin. Pour un débat sur la réforme des retraites et la révolte sociale.

Mercredi 29 janvier : Gabriel Martinez-Gros. Pour son livre : *L'Empire islamique, VII^e – XI^e siècle*.

Mercredi 25 février : David Djaïz. Pour son livre : *Slow démocratie*.

Mercredi 25 février : Jean-François Colosimo. Pour son livre : *La Religion française*.

Actualités de la NAR

Guy Delranc

Nous avons appris avec une très grande tristesse la mort de Guy Delranc, emporté par l'épidémie de Coronavirus. Guy était mon camarade et mon ami depuis le début des années soixante, au cours desquelles il milita avec un dynamisme et un humour aussi inébranlables que ses convictions royalistes. En 1971, il n'avait pas participé à la scission fondatrice de ce qui allait devenir la Nouvelle Action royaliste, préférant garder son indépendance qu'il nous manifestait par de virulentes critiques.

Cette liberté d'esprit ne l'empêchait pas de rendre à la NAR de très précieux services en participant à de très humbles tâches matérielles qu'il savait égayer de ses plaisanteries.

Lors de mon hospitalisation en 2013, il m'apporta, au cours de ses nombreuses visites, l'énergie communicative qui contribua à mon rétablissement.

J'assure Danièle, sa femme, de ma sympathie et je la prie de croire à mon immense chagrin, partagé par ceux qui, à la Nouvelle Action royaliste, ont connu et aimé Guy.

YVAN AUMONT.

■ **Les lecteurs de *Royaliste* devant la crise sanitaire.** – Nous recevons depuis plusieurs semaines des contributions particulièrement intéressantes de militants, de sympathisants ou de lecteurs confrontés à la crise sanitaire : médecins, soignants, agents des services publics, lecteurs de l'étranger... Nous ouvrirons dans nos prochains numéros une rubrique qui accueillera cette correspondance. Que vous soyez en première ligne ou chez vous, à vos plumes, à vos écrans ! Ce que vous voyez, ce que vous pensez nous intéresse !

■ **Chaîne YouTube.** – Les Mercredis de la NAR ayant provisoirement fermé leurs portes, du fait des mesures de restriction de la circulation, nous offrons à nos lecteurs, grâce à notre chaîne YouTube, la possibilité de visionner chez eux l'ensemble des conférences enregistrées depuis juin 2017. Il vous suffit de vous connecter à l'adresse « Les Mercredis de la NAR – YouTube », et vous découvrirez 65 conférences représentant près de 130 heures d'émissions. Bon visionnage !

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin
Directeur adjoint : C. Barret
Rédacteur en chef : N. Palumbo
Maquette/SR : E. Micheletti
Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801
ISSN 0151 – 5772
Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

o Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER o TROIS MOIS (20€) o SIX MOIS (30€) o UN AN (50€) o UN AN SOUTIEN (120€)

VERSION PDF o UN AN (40 €) o UN AN SOUTIEN (50€)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Téléphone portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS



par Bertrand Renouvin

La souveraineté, vraiment ?

Qui se souvient de Jupiter ? L' élu de mai 2017, qui donnait à admirer son universelle compétence et ses magnifiques talents, a perdu le contrôle des événements dès l'automne 2018, face à la révolte des Gilets jaunes. Il a cru pouvoir reprendre le contrôle par la violence répressive, agrémentée d'un surcroît de communication lors du « Grand débat », mais le mouvement de grèves et de manifestations contre la réforme des retraites a souligné l'opposition irrémédiable entre la classe dominante et la majorité des citoyens.

La crise sanitaire fait maintenant apparaître une « gouvernance » au bout du rouleau. Trop de mensonges, trop d'injonctions contradictoires viennent ponctuer la gestion anarchique des pénuries de masques, de respirateurs et de médicaments. La communication sur la « guerre » se retourne contre le « général en chef », sans cesse débordé par l'ennemi invisible, et sur son état-major qui s'est récemment illustré par la déclaration du préfet de Paris déclarant coupables d'indiscipline les victimes hospitalisées de l'incurie gouvernementale.

En perte totale de contrôle, Emmanuel Macron fait ce qu'il croit savoir faire : il se montre, il dit des mots, il « communique », comme si son verbe et sa prestance pouvaient changer le cours de l'histoire. Car l'histoire est en train de se faire, dans la violence d'une crise économique qui va intensifier la lutte des classes et recomposer la hiérarchie des puissances en Europe et dans le monde.

C'est dans ce paysage en voie de bouleversement qu'Emmanuel Macron est allé visiter l'usine de masques médicaux Kolmi-Hopen à Saint-Barthélemy d'Anjou le 31 mars. Le premier objectif était de rassurer – maître-mot – sur nos capacités de production et d'importation de matériel médical. Nous saurons nous souvenir de ce qui a été affirmé ce jour-là, lorsque l'heure des comptes aura sonné... Le communiquant-en-chef voulait aussi nous signifier qu'il avait pris la mesure des faiblesses industrielles de notre pays. D'où un curieux discours. Emmanuel Macron affirma d'abord qu'il fallait « *rebâtir notre souveraineté nationale et européenne* », puis il exhorta à « *retrouver la force morale et la volonté pour produire davantage en France et retrouver cette indépendance* » qu'il voudrait « *pleine et entière* »... du moins dans la production de matériel médical.

Limitée à un seul secteur d'activité, l'ambition « souverainiste » se complique d'une référence à la « souveraineté européenne » qui souligne la persistance d'un aveuglement. Emmanuel Macron se raccroche à une fiction conceptuelle

plaquée avant la crise sanitaire sur une « Europe » déjà paralysée et paralysante. Il ne veut pas voir que la pandémie accélère le processus de décomposition de l'Union européenne. Les peuples des États-membres ont entendu des milliers de discours sur « l'Europe-puissance », mais chacun aujourd'hui pense avec Blaise Pascal que « *le propre de la puissance est de protéger* ». Or les organes de l'Union ne nous protègent en rien de la pandémie. Au contraire, ce sont les mesures d'austérité imposées par les traités et les règlements « européens » qui sont responsables de l'affaiblissement des systèmes de santé. Dans ce désastre, l'Italie a été soutenue par la Chine, la Russie, le Venezuela et Cuba, et la France accueille elle aussi, aux Antilles, des médecins cubains !

Face à la crise économique, l'Allemagne, tout occupée à se sauver elle-même, a signifié son refus d'une mutualisation des dettes et pèse de tout son poids pour limiter la mise en œuvre d'une assistance financière après la mise en sommeil du Pacte de stabilité. Qu'il s'agisse de frontières ou de politique budgétaire, les États nationaux ont repris leurs droits. Loin de prendre chair, le fantôme de la « souveraineté européenne » s'est éclipié.

Pour toujours ? C'est ce qu'il faut souhaiter, mais déjà les apologistes du « modèle allemand » et de l'Europe fédérale affirment que, si l'Union européenne est en grand péril, elle peut y trouver l'occasion de se refonder. Comme les organes de l'Union sont anti-démocratiques, une refondation impliquerait la redéfinition des pouvoirs de la Commission européenne, du Parlement européen, de la Cour de justice de l'Union, de l'Eurogroupe, le contrôle de la Banque centrale européenne et la destruction de la technocratie informelle qui prend les décisions de politique monétaire. Il faudrait ensuite rédiger un nouveau traité qui devrait être soumis à référendum dans tous les États-membres de l'Union. En deux mots : une tâche herculéenne, vouée à être rejetée par des peuples exposés tantôt à l'inertie, tantôt à la violence des prétendues élites de Bruxelles et Berlin. D'ailleurs, il n'est pas difficile de comprendre que les odes à la « souveraineté européenne » et à la « refondation » de l'Union sont faites en vue d'un replâtrage des structures en voie d'effondrement.

Tel que l'esquisse Emmanuel Macron, le discours sur la souveraineté nationale n'est pas plus sérieux. L'indépendance de la nation implique une économie dirigée et une pleine souveraineté monétaire. Nous aurons l'occasion de la redire : c'est la zone euro qu'il faut quitter. ■

Sommaire

Page 2 – Énergie : fausses pistes, vraies priorités. – Transition énergétique : affichages et réalités.

Page 3 – Covid-19 : les indispensables. – L'Écho du net.

Page 4 – La crise de l'université. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Agriculture : le nerf de la guerre. – Nourritures spirituelles.

Page 6 – Espagne : Philippe VI, le roi courage. – Voix étrangères. – Les Faits marquants.

Page 7 – Diplomatie Corona.

Pages 8 et 9 – Entretien : la crise du monde paysan.

Page 10 – Dany-Robert Dufour. – Revue des revues.

Page 11 – Guillaume Cuchet, un XIX^e siècle religieux.

Page 12 – Anatomie d'un centre extrême.

Page 13 – Nicolas Offenstadt. – Michel Bernard. – Le Carnet.

Page 14 – Philippe VII, le prince méconnu. – Brèves royales.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial : la souveraineté, vraiment ?